

Dépôts et crédits des banques

Des encours des dépôts et crédits bancaires en légère progression

L'évolution globale des encours de crédits accordés par les établissements bancaires implantés dans la région, entre fin 2013 et fin 2014, s'établit à +0,1 %, après une baisse l'année précédente. Cette très légère augmentation est notamment liée à une évolution encore favorable des crédits à l'habitat (+1,1 %) et à une modeste hausse des crédits aux entreprises. La croissance des dépôts collectés par les établissements bancaires implantés dans la région ralentit (+1,0 % après +4,7 % en 2013), comme au niveau national (+3,5 % après +5,5 % en 2013).

Banque de France

Cette analyse mesure l'évolution des dépôts et crédits collectés ou accordés par les établissements bancaires situés dans la région Champagne-Ardenne sur la base des déclarations établies au 31 décembre de chaque année.

Des dépôts bancaires des particuliers et des entreprises encore bien orientés

D'une fin d'année à l'autre et, sur la base des déclarations établies en décembre, la croissance des dépôts bancaires est encore bien orientée, mais davantage en France (+3,5 %) qu'en Champagne-Ardenne (+1,0 %) (figure 1). Elle est néanmoins moindre qu'en 2013, que ce soit pour la France ou la région : respectivement +5,5 % et +4,7 % l'année passée. Tous les dépôts sont concernés, hormis les dépôts à vue des entreprises pour la France dont la progression est plus importante (+11,7 %, après +11,2 % en 2013).

Dans la région, la progression la plus marquée relève des dépôts à vue (+3,2 %), notamment stimulés par les entreprises (+3,8 %). Les dépôts rémunérés, qui représentent près des trois quarts de l'ensemble des dépôts, augmentent peu (+0,2 %). Cette faible progression est portée par les entreprises (+4,1 %), alors que, pour les particuliers, les dépôts rémunérés sont en repli de 0,8 %.

Une légère reprise des crédits bancaires accordés aux entreprises et aux particuliers

L'encours régional global de crédits à fin décembre 2014 s'élève à un peu plus de 32,2 milliards d'euros. Après un recul marqué (-3,1 %) en 2013, les crédits bancaires repartent à la hausse en Champagne-Ardenne en 2014, néanmoins très modérément (+0,1 %). Au niveau

national, ils ont davantage progressé cette année (+1,0 %), après +0,3 % en 2013.

Les crédits aux particuliers, qui représentent 38,0 % des encours totaux, augmentent de 1,1 % dans la région. En particulier, après une baisse prononcée en 2013 (-16,3 %), l'octroi de crédits à la consommation repart légèrement à la hausse (+0,9 %). Les crédits à l'habitat augmentent de nouveau en 2014 (+1,1 %), à un rythme moindre qu'en 2013 (+2,6 %), en dépit de la baisse des taux d'intérêt et du prix de l'immobilier parfois en baisse.

La légère hausse des crédits aux entreprises (+0,2 %) est principalement imputable à celle des encours en matière d'équipement (+2,4 %), qui pèsent pour plus de la moitié des montants (58,8 %). Les financements d'exploitation sont encore en recul dans la région (-5,3 %), contrairement au niveau national (+0,6 %). ■

1 Évolution des dépôts et crédits bancaires des particuliers et des entreprises

Unité : en %

	France		Champagne-Ardenne (*)	
	Déc14/déc13	Déc13/déc12	Déc14/déc13	Déc13/déc12
DÉPÔTS				
Dépôts à vue	6,2	7,7	3,2	6,7
dont dépôts à vue particuliers	5,7	6,0	3,5	4,6
dépôts à vue entreprises	11,7	11,2	3,8	8,6
Dépôts rémunérés	2,2	4,5	0,2	3,9
dont dépôts rémunérés particuliers	0,3	2,5	-0,8	0,8
dépôts rémunérés entreprises	1,4	7,3	4,1	8,4
Ensemble	3,5	5,5	1,0	4,7
CRÉDITS				
Crédits aux particuliers	2,3	3,5	1,1	0,2
<i>dont crédits aux particuliers - consommation</i>	1,2	-3,0	0,9	-16,3
<i>crédits aux particuliers - habitat</i>	2,5	4,5	1,1	2,6
Crédits aux entreprises	1,3	-1,7	0,2	-5,8
<i>dont crédits aux entreprises - exploitation</i>	0,6	-7,8	-5,3	-12,6
<i>crédits aux entreprises - équipement</i>	2,0	0,3	2,4	-2,8
<i>crédits aux entreprises - autres crédits</i>	0,8	-0,3	0,5	-5,7
Crédits autres bénéficiaires	-4,6	-5,1	-7,5	-1,1
Ensemble	1,0	0,3	0,1	-3,1

(*) Éléments en provenance des guichets bancaires présents dans la région
Source : Banque de France.